

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers
en exercice : 10
présents : 09
votants : 09

L'an deux mille-treize, le six juin, à 18 Heures 15,
le Conseil Municipal de SAINT CREPIN D'AUBEROCHE,
dûment convoqué le 30/05/2013, s'est réuni en session ordinaire
à la Mairie, sous la présidence de Mr TALLET Clovis, Maire.

PRÉSENTS : TALLET Clovis, DOIDEAU Jean, MALKI Jacqueline, LAMI Myriam, ROUSSEL Patrick, CRAMAREGEAS Josselyne, CATUS Jean-Noël, SIMEON Jacques, MORICHON Laurence.

ABSENT NON EXCUSÉ : David LESTANT.

Elu secrétaire de séance : Josselyne CRAMAREGEAS

N° 13/2013

OBJET : approbation de la révision de la carte communale

Considérant les observations faites au cours de l'enquête publique, les conclusions du commissaire enquêteur, les avis émis par les Personnes Publiques Associées ainsi que l'avis de la CDCEA, le conseil municipal a décidé d'apporter les modifications suivantes par rapport au dossier soumis à enquête publique afin de l'approuver tel qu'il est annexé à la présente délibération :

1. Vertiol :

Enquête publique :

- Demande n°1 et n°C2 : vocation naturelle marquée, avis défavorable DDT et commissaire enquêteur.
- Demande n°3 : parcelle boisée, avis défavorable DDT et commissaire enquêteur.
- Demande n°4 : continuité de la zone U, précédemment classée en zone U, avis favorable DDT et commissaire enquêteur.
- Demande n°6 : Déconnecté de la zone U, vocation agricole marquée, avis défavorable de DDT.
- Demande n°C4 : Partiellement en zone U, avis défavorable DDT et commissaire enquêteur pour l'extension de la zone U (favorable pour le maintien du zonage présenté à l'enquête).

Compte tenu des différents avis, du précédent zonage et des éléments cités ci-dessus, le conseil municipal décide de modifier le zonage présenté à l'enquête publique afin de l'approuver tel qu'il est annexé à la présente délibération, comme suit :

- Réintégration dans la zone U de la parcelle 504p (demande n°4 de l'enquête publique)
 - présence des réseaux,
 - précédemment en zone U,
 - continuité de la zone U,
 - maintien d'un corridor naturel au Sud,
 - avis favorable DDT et du commissaire enquêteur

2. Le Vivier

Pas d'observation, pas de modification par rapport au projet présenté à l'enquête.

3. Le Bourg Nord

Enquête publique :

- Demande n°10 : précédemment en zone U, proximité du Manoire, avis défavorable DDT et du commissaire enquêteur.

Compte tenu des différents avis, le conseil municipal décide de ne pas modifier le zonage par rapport au projet présenté à l'enquête publique.

4. Le Bourg Centre

Enquête publique :

- Demande n°9 : précédemment en zone U, continuité de la zone U, proximité du Manoire, avis favorable des Personnes Publiques Associées (un lot hors zone rouge du PPRI sous réserve d'une consultation du SPANC préalable à toute demande d'occupation du sol).

Compte tenu des différents avis, du précédent zonage et des éléments cités ci-dessus, le conseil municipal décide de modifier le zonage présenté à l'enquête publique afin de l'approuver tel qu'il est annexé à la présente délibération, comme suit :

- Réintégration dans la zone U des parcelles 123p et 484p (demande n°9 de l'enquête publique)
 - présence des réseaux,
 - précédemment en zone U,
 - continuité de la zone U,
 - hors zone rouge du PPRI,
 - superficie limitée,
 - avis favorable des Personnes Publiques Associées

5. Le Bourg Sud

Enquête publique :

- Demande n°5 : vocation agricole, volonté de la commune de permettre le développement du bourg, avis défavorable Chambre d'Agriculture, ARS, DDT, avis favorable commissaire enquêteur.

CDCEA : Avis défavorable pour l'extension de la zone U,

Compte tenu des différents avis, et des éléments cités ci-dessous, le conseil municipal décide de modifier le zonage présenté à l'enquête publique afin de l'approuver tel qu'il est annexé à la présente délibération, à savoir :

- Retrait des parcelles 971p, 277p et 278p de la zone U (reclassement en N)
 - limiter la consommation des espaces agricoles
 - prise en compte de l'avis de la chambre d'agriculture et de la CDCEA
 - réduction de la zone U par rapport au projet présenté à l'enquête publique de 2 hectares environ
- Maintien de la parcelle 722p en zone U
 - présence des réseaux,
 - en vis-à-vis du bâti existant,
 - d'une superficie très limitée (0,3 ha) afin de limiter l'impact sur les espaces agricoles,
 - enjeu du développement du bourg,
 - avis favorable du commissaire enquêteur,

6. Chabaneix

Pas d'observation, pas de modification par rapport au projet présenté à l'enquête.

7. La Renaudie

Pas d'observation, pas de modification par rapport au projet présenté à l'enquête.

8. Le Grand Chemin

Enquête publique :

- Demande n°2 et C3: Parcelle en continuité de la zone U, parcelle boisée, avis défavorable DDT et commissaire enquêteur.
- Demande n°13 : Parcelle en continuité de la zone U, partiellement intégrée à la zone U, prairie non cultivée, avis défavorable pour l'extension de la Chambre d'Agriculture et de la DDT, avis favorable du commissaire enquêteur.

CDCEA : Avis défavorable pour l'extension proposée à l'enquête publique de la zone U sur les parcelles 568 et 565.

Compte tenu des différents avis, et des éléments cités ci-dessous, le conseil municipal décide de modifier le zonage présenté à l'enquête publique afin de l'approuver tel qu'il est annexé à la présente délibération, comme suit :

- Retrait de la parcelle 565 de la zone U (reclassement en N)
 - pour limiter la consommation des espaces agricoles
 - prise en compte de l'avis de la CDCEA
 - réduction de la zone U par rapport au projet présenté à l'enquête publique de 0,3 hectare environ.
- Maintien, avec réduction de la superficie, de l'extension de la zone U sur la parcelle 568p
 - présence des réseaux,
 - en continuité du bâti existant,
 - prairie non cultivée
 - le zonage défini lors de l'élaboration ne permettait pas l'implantation cohérente d'une construction (superficie de 700m² et largeur de 12 mètres trop limitées),
 - l'extension est d'une superficie très limitée (0,1 ha) afin de limiter au maximum l'impact sur les espaces agricoles tout en permettant l'implantation correcte d'une construction supplémentaire
 - la superficie concernée par l'extension est réduite par rapport au projet présenté à l'enquête publique afin de prendre en compte l'avis de la CDCEA ainsi que les avis défavorables des Personnes Publiques Associées à la demande n°13 de l'enquête publique portant sur une extension supplémentaire de la zone).

9. La Forêt

Pas d'observation, pas de modification par rapport au projet présenté à l'enquête.

10. La Charbonnière

Enquête publique :

- Demande n°C1, C5 et C7: Parcelles reclassées avant enquête publique en zone N du fait de la présence d'un plan d'épandage, engagement de l'agriculteur à modifier son plan d'épandage parcelle boisée, avis favorable des Personnes Publiques Associées et du commissaire enquêteur (sous réserve de la révision du plan d'épandage).
- Demande n°C6 : Parcelles situées à proximité de la zone U, caractère agricole, avis défavorable DDT, avis favorable sous réserve du commissaire enquêteur.

Compte tenu des différents avis, du zonage précédent et des éléments cités ci-dessous, le conseil municipal décide de modifier le zonage présenté à l'enquête publique afin de l'approuver tel qu'il est annexé à la présente délibération, comme suit :

* Reclassement en zone U : limites identiques au zonage défini lors de l'élaboration

- prise en compte du retrait du plan d'épandage
- présence des réseaux
- pour limiter la consommation des espaces agricoles (en n'autorisant pas d'extension des limites de la zone)

11. Bas Russa

Enquête publique :

- Demande n°12 : Parcelle en continuité de la zone U, parcelle en friche, avis favorable DDT et du commissaire enquêteur pour partie.

CDCEA : Avis défavorable pour la zone U (« la partie au nord et à l'ouest de cette zone crée un impact dans un ensemble à vocation agricole marquée »).

Compte tenu des différents avis, et des éléments cités ci-dessous, le conseil municipal décide de modifier le zonage présenté à l'enquête publique afin de l'approuver tel qu'il est annexé à la présente délibération, comme suit :

- Retrait de la parcelle 355p de la zone U (reclassement en N) et réduction de la zone U sur les parcelles 459 et 337 (reclassement partiel en N).
 - pour limiter la consommation des espaces agricoles
 - prise en compte de l'avis de la CDCEA
 - réduction de la zone U par rapport au projet présenté à l'enquête publique de 0,4 hectare environ sur les espaces à plus forte vocation agricole
- Maintien de la zone U sur les autres parcelles
 - présence des réseaux
 - vocation agricole peu marquée (pré non cultivé, friche)
 - Volonté de conforter le bâti existant en créant un hameau
 - zonage défini en accord avec la DDT (consultation avant enquête publique)
- Extension de la zone U sur la parcelle 364p (demande n°12 de l'enquête publique)
 - présence des réseaux,
 - en continuité du bâti existant,
 - prairie non cultivée
 - superficie limitée (1500m²)
 - avis favorable DDT et Commissaire enquêteur pour un lot

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

1. - approuve la révision de la carte communale telle qu'elle est annexée à la présente délibération ;
2. - décide que les décisions individuelles relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol régies par le Code de l'urbanisme demeureront délivrées au nom de l'Etat ;

La présente délibération sera soumise au Préfet afin qu'il approuve par arrêté la révision de la carte communale suivant l'article L 124-2 du code de l'urbanisme. La présente délibération et l'arrêté préfectoral d'approbation de la révision de la Carte communale feront l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, dès réception de l'arrêté de M. le Préfet approuvant la carte communale.

La carte communale approuvée par le préfet et le conseil municipal est tenue à la disposition du public à la mairie aux heures d'ouverture du secrétariat ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme.

Le Maire,



Clovis TALLET

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture

le

publié ou notifié

le



PREFET DE LA DORDOGNE

Arrêté
portant approbation de la révision de la carte communale applicable
sur la commune de Saint-Crépin-d'Auberoche

Le Préfet de la Dordogne,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 124-1 et suivants, R. 124-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006 approuvant la carte communale de Saint-Crépin-d'Auberoche,

VU la demande en date du 17 novembre 2010 du conseil municipal de réviser sa carte communale,

VU la désignation de M. Bernard Tilevitch, commissaire-enquêteur par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU l'arrêté du Maire en date du 22 décembre 2011 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 30 janvier au 29 février 2012 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur,

VU la délibération du conseil municipal en date du 6 juin 2013 approuvant la carte communale de Saint-Crépin-d'Auberoche,

VU les avis des services consultés,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) en date du 10 octobre 2012,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne,

ARRETE

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale de Saint-Crépin-d'Auberoche annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R.124-1 à R.124-3 du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (1 plan de zonage)

Article 3 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de Saint-Crépin-d'Auberoche
- au service territorial de la Vallée de l'Isle, (Direction Départementale des Territoires),

aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. le Maire de Saint-Crépin-d'Auberoche.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil municipal approuvant la carte communale seront affichés en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

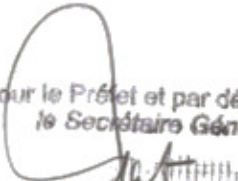
Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne, le Maire de la commune de Saint-Crépin-d'Auberoche, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le 08 OCT. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Jean-Louis AMAT

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

Dans un délai de deux mois à compter du caractère exécutoire du document, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Dordogne – 2, rue Paul Louis-Courier – 24016 PERIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre au tarif en vigueur).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.